

Article

« Le Vietnam au Kampuchéa : La stratégie de consolidation »

Justus M. Van Der Kroef

Études internationales, vol. 15, n° 2, 1984, p. 291-309.

Pour citer cet article, utiliser l'information suivante :

URI: <http://id.erudit.org/iderudit/701654ar>

DOI: 10.7202/701654ar

Note : les règles d'écriture des références bibliographiques peuvent varier selon les différents domaines du savoir.

Ce document est protégé par la loi sur le droit d'auteur. L'utilisation des services d'Érudit (y compris la reproduction) est assujettie à sa politique d'utilisation que vous pouvez consulter à l'URI <https://apropos.erudit.org/fr/usagers/politique-dutilisation/>

Érudit est un consortium interuniversitaire sans but lucratif composé de l'Université de Montréal, l'Université Laval et l'Université du Québec à Montréal. Il a pour mission la promotion et la valorisation de la recherche. Érudit offre des services d'édition numérique de documents scientifiques depuis 1998.

Pour communiquer avec les responsables d'Érudit : info@erudit.org

LE VIETNAM AU KAMPUCHÉA: LA STRAGÉGIE DE CONSOLIDATION

Justus M. van der KROEF*

ABSTRACT — Vietnam in Kampuchea: The Strategy of Consolidation

Despite intense diplomatic activity between Vietnam and her Southeast Asian neighbors to reach a compromise in their conflict resulting from the Vietnamese invasion of Kampuchea, the Hanoi government shows every indication of seeking to secure a permanent military and political presence in Kampuchea. Also because of the devastation brought by four years of the Pol Pot regime (1975-79), and the extermination of much of the skilled and educated social strata in Kampuchea, the Hanoi government has sent some 40,000 Vietnamese party cadres, civil officials and professionally trained to direct public affairs. Additionally, some 100,000 Vietnamese farmers have migrated into Kampuchea, settling in such key provinces as Kompong Speu, Takeo, and Kompong Cham. Additional tens of thousands of Vietnamese settlers have moved into cities and the disputed frontier area. As fighting between the Vietnamese and resistance groups affiliated with the "Coalition Government of Democratic Kampuchea" intensifies, the Hanoi regime also has been expanding its logistical-military network. This includes the construction of a new road network — popularly called the "New Ho Chi Minh Trail" — linking the Vietnamese cities of Hue and Vinh, across Southern Laos, with Northwestern Kampuchea. Additionally, during the early weeks of 1983, a twenty-five kilometres long trench, studded with landmines and bamboo spikes has been constructed just inside the Kampuchean frontier, running from the village of Kop beyond the village of Yeang Dangkum — a region of frequent guerilla clashes. Along with the 180,000 man force of regular military maintained by Vietnam in Kampuchea, these measures indicate intentions of Hanoi's consolidation of power. Especially in Southeast Asia fears have arisen of a permanent Vietnamese "colonization" process in Kampuchea.

La question kampuchéenne menace de devenir un des problèmes endémiques sur la scène internationale. D'année en année, ce problème est demeuré central pour la diplomatie des pays de la région du Sud-Est asiatique. Il s'agit d'un sujet qui figure de façon persistante dans les ordres du jour de l'Assemblée générale des institutions spécialisées des Nations Unies. De plus, Beijing a déclaré à plusieurs reprises que la question était une des pierres d'achoppement à l'amélioration de ses relations avec Moscou.

Au cours des années, il y a eu un feu roulant de propositions et de nuances d'interprétation politique destinées à régler le problème kampuchéen. Cela s'est tout particulièrement passé ainsi entre la République démocratique du Vietnam (RDV) et

* Professeur et Directeur au Département de science politique de l'Université Bridgeport, Connecticut, États-Unis.

Revue *Études internationales*, volume XV, n° 2, juin 1984.

l'ANASE (l'Association des Nations de l'Asie du Sud-Est, un regroupement régional d'assistance mutuelle qui, fondé en 1967, implique l'Indonésie, les Philippines, la Thaïlande, la Malaysia et Singapour). Par ce biais, des perspectives en apparence sans fin, de nouvelles initiatives acceptables ont surgi à même l'horizon diplomatique. Quoi qu'il en soit, la solution au problème kampuchéen semble encore aussi lointaine qu'aux premiers jours de janvier 1979. À ce moment, on peut le rappeler, des troupes vietnamiennes de quelques 200,000 soldats envahissaient le pays et délogeaient de Phnom Penh le gouvernement du « Kampuchéa démocratique » du Premier ministre Pol Pot, le réduisant à la clandestinité de la résistance par la guérilla. Pour remplacer Pol Pot, les Vietnamiens ont installé un de ses anciens commandants de division, Heng Samrin, au poste de Président de la nouvelle « République populaire du Kampuchéa » (RPK). Cette dernière, rattachée à la RSV par un « Traité de paix, d'amitié et de Coopération » signé le 18 février 1979 ainsi que par d'autres accords, a été depuis la cliente de Hanoi. Parallèlement à la « République démocratique populaire du Laos » (RPDL), la RPK et son Parti révolutionnaire du Peuple (le nom officiel du parti communiste kampuchéen à l'heure actuelle) ont été une composante essentielle de ce que les média d'Hanoi se plaisent désormais à désigner sous le nom de « bloc uni d'Indochine »¹.

Quelles qu'aient été les ouvertures en vue de compromis qu'Hanoi a périodiquement offertes en réponse aux différentes questions posées par les nations qui, conformément aux diverses résolutions des Nations Unies, continuent d'insister sur l'idée que les Vietnamiens devraient retirer leurs troupes du Kampuchéa et accorder à ses habitants le droit de décider librement de leur propre destinée politique, la RSV a aussi donné toutes les indications de ce que signifie renforcer sa poigne.

Une partie de cette consolidation était dictée par les conséquences de la dévastation causée par quatre ans du règne sanglant de Pol Pot. Au cours de ce règne dans un holocauste dû à la réforme idéologique rigoriste, la population du Kampuchéa, qui s'élevait à environ 7,5 millions de personnes en 1975, a été réduite à environ 5 millions par des politiques délibérées d'exécutions collectives, de malnutrition et de privation, ainsi que par les effets de la maladie, du travail forcé et des bouleversements sociaux à grande échelle². L'extermination de la plus grande partie des couches de population éduquées, ou même simplement alphabétisée – ce qui inclut les gens qualifiés sur les plans technique et administratif, de même que la strate commerciale urbaine – a entraîné l'affluence de quelques 40,000 Vietnamiens (cadres du parti, fonctionnaires, gens formés pour une carrière ou une profession) chargés d'organiser un gouvernement rudimentaire et de soutenir sur le plan international l'opération de secours mise sur pied pour venir en aide aux survivants de l'ère Pol Pot.

-
1. À propos de ces événements, voir Justus M. van der KROEF, « Cambodia: From "Democratic Kampuchea" to "People's Republic", dans *Asian Survey*, août 1979, pp. 731-750; et *idem*, "The Indochina Tangle: The Elements of Conflict and Compromise", dans *Ibid.*, mai 1980, pp. 477-494.
 2. François PONCHAUD, *Cambodia: Year Zero*, New York, Holt, Rinehart and Winston, 1978; John BARROW et Anthony PAUL, *Murder of a Gentle Land*, Pleasantville (N.Y.), Reader's Digest Press, 1977; Karl D., JACKSON, "Cambodia 1977: Gone to Pot", dans *Asian Survey*, janvier 1978, pp. 76-90; "Testimony versus Disbelief", dans *Asiaweek*, (Hong-Kong), 2 décembre 1977, pp. 33-40.

Toutefois, non seulement les cadres du parti et le personnel vietnamiens relevant de l'infrastructure de la bureaucratie gouvernementale sont-ils demeurés au Kampuchéa longtemps après que le pire de la menace de famine ait pris fin dans les premiers mois de 1981 mais, depuis ce moment, a pris place ce qui ne peut qu'être désigné comme un processus systématique de colonisation vietnamienne, particulièrement dans la campagne kampuchéenne. Le processus était déjà mis en pratique vers le milieu de 1979 à la fois au Laos et au Kampuchéa. Toutefois, c'est particulièrement dans ce dernier pays qu'il a régulièrement pris des dimensions plus considérables. Au Laos, quelques 100,000 agriculteurs vietnamiens, « techniciens » de coopérative agricole et autres civils, ont commencé à s'établir dans une zone de 3,000 milles carrés dans les régions de Saravane, d'Attopeu, du plateau des Boloven et dans les provinces adjacentes dès le milieu de 1979; simultanément, la paysannerie laotienne locale était dirigée vers l'intérieur. Toujours pendant ce temps-là, les relations de « provinces soeurs » entre les provinces vietnamiennes de Cou Long, Tay Ninh, Long An et An Giang, et les provinces kampuchéennes de Kompong Speu, Kompong Cham, Kompong Chnang et Takeo, étaient développées. Ces relations assurent l'établissement de « techniciens agricoles » vietnamiens dans les coopératives alimentaires nouvellement développées, tandis que d'autres agriculteurs vietnamiens ont commencé à prendre en main la culture et la commercialisation du manioc et des bananes³.

Ensuite, avec le développement au Kampuchéa en 1982 d'un mouvement de résistance anti-vietnamien plus unifié et plus organisé – mouvement dirigé par celui qui fut longtemps souverain du Cambodge, le prince Norodom Sihanouk, désormais à la tête d'un « Gouvernement de Coalition du Kampuchéa démocratique » (GCKD) – et avec la propagation de camps de guérilleros anti-vietnamiens le long de la frontière entre la Thaïlande et le Kampuchéa, la « vietnamisation » du Kampuchéa de Heng Samrin est également apparue comme étant en phase d'accélération. Au début de 1983, des sources de renseignements de la Thaïlande et d'ailleurs obtenaient des documents gouvernementaux de la RPK qui, publiés en mai, septembre et octobre 1982, paraissaient « légaliser » et mettre davantage d'organisation dans l'établissement d'encore plus de Vietnamiens au Kampuchéa. Ces révélations ont aggravé les craintes kampuchéennes, peut-être irrationnelles mais largement répandues et profondément enracinées – reflétant en retour la longue histoire des conflits entre les deux peuples et leurs empires pré-modernes – à l'effet que les Vietnamiens inclineraient à faire disparaître le groupe ethnique kmer (cambodgien)⁴. Cela rappelait qu'en avril 1975, alors même qu'elles « libéraient » le Cambodge, les forces de Pol Pot ont eu de sérieux conflits avec l'armée vietnamienne à propos du contrôle du territoire frontalier situé au nord-est du Cambodge. Puis le 10 juin 1975, il y a eu un combat sanglant entre les forces kmères rouges de Pol Pot (le « Cambodge rouge ») et les Vietnamiens quant au contrôle de Poulo Wai et des îles

3. *The Straits Times* (Singapour), 3 novembre 1977, et *Far Eastern Economic Review*, 24 août 1979, p. 10.

4. *Indochina Chronology*, Berkeley, Institute of East Asian Studies, University of California, avril-juin 1983, p. 11.

adjacentes, situées dans le golfe de Thaïlande à quelques soixante milles de la côte cambodgienne⁵.

Dès le début de 1983, des rapports de la presse thaïlandaise prétendaient que, depuis l'invasion du Vietnam par le Kampuchéa en 1979, environ 300,000 immigrants vietnamiens avaient emménagé au Kampuchéa, la plupart d'entre eux s'étant installés dans les provinces kampuchéennes qui, situées en bordure de la frontière vietnamienne, ont une importance stratégique et dont le contrôle est fréquemment l'objet de contestation⁶. Dès le milieu de juin 1983, dans une lettre ouverte au Secrétariat des Nations Unies, l'émetteur de radio clandestin du KD, « La Voix du Kampuchéa démocratique », alléguait que les « agresseurs vietnamiens ennemis » du Kampuchéa, dans le suivi de leur politique d'« extermination de la race et du peuple kampuchéens par tous les moyens », avaient installé des « nombres toujours plus élevés » (on parlait même de « millions ») de Vietnamiens à l'intérieur du Kampuchéa. On disait que ces Vietnamiens étaient là pour piller « les champs de riz, les villages et les maisons » ou, même, qu'ils étaient là pour s'établir « de façon permanente sur la terre kampuchéenne »⁷.

Quoi que l'on puisse penser de cette prose baroque, les charges exprimées par l'émetteur du KD ont aussi été exprimées ou indépendamment confirmées par d'autres sources. Le déracinement des Kampuchéens, en tant que prélude ou comme corollaire de l'afflux vietnamien, a également suscité des critiques, par exemple, du côté de l'ANASE. Le 25 juin 1983, les ministres des Affaires étrangères de l'ANASE, dans le communiqué de leur seizième rencontre ministérielle qui se tenait à Bangkok, exprimaient leur « sérieuse inquiétude » quant à ce qui avait été rapporté comme des « changements démocratiques imposés par les forces d'occupation vietnamienne » dans plusieurs provinces kampuchéennes, notamment dans les suivantes: Svay Rieng, Prey Veng, Takeo, Kompong Cham, Ratanakiri, etc.⁸. Le communiqué des ministres de l'ANASE était publié cinq jours après la diffusion par la presse thaïlandaise de ce qui était décrit comme des données provenant de « documents militaires très sûrs », vraisemblablement des services de renseignements thaïlandais, dévoilant un vaste programme de « vietnamisation » du Kampuchéa par l'établissement de prétendus « villages à développer ». Ces villages, que l'on disait déjà établis dans les provinces kampuchéennes de Battambang et de Koh Kong, auraient mêlé les familles kampuchéennes aux colons vietnamiens dans une proportion telle que, en fin de compte, 20 % de la population locale aurait été vietnamienne. Supervisés par des experts vietnamiens en agriculture, de même que sujets à des stricts contrôles, des couvre-feux et à des restrictions sur les déplacements, les « villages à développer » s'appliqueraient à accroître la production agricole, l'élevage et les pêcheries⁹.

5. *The New York Times*, 14, 22, 25 juin et 20 juillet 1975; Joseph ALSOP, "Shadow Over Southeast Asia", dans *The Reader's Digest*, décembre 1975, pp. 137-142.

6. *Indochina Chronology*, avril-juin 1983, p. 11.

7. "Voice of Democratic Kampuchea" (clandestine), 19 juin et 31 juillet 1983, dans Foreign Broadcast Information Service Reports (source désignée ci-après par le sigle d'origine anglaise, FBIS), 21 juin et 2 août 1983.

8. *The Bangkok Post*, 26 juin 1983.

9. *Ibid.*, 20 juin 1983.

Dès la fin d'août 1983, les média de Bangkok ont rapporté qu'« au moins 1,000 autres familles vietnamiennes » avaient été « tranquillement » réinstallées dans les régions Tonle Sap, Kompong Chnang et Kompong Thom. Piqués par le nombre croissant de telles révélations, les média de la RPK, en retour, ont brusquement rejeté en parlant de « diffamations stupides » toutes les allégations à l'effet que la RSV ait « envoyé ses nationaux au Kampuchéa avec l'intention d'en modifier la composition raciale¹⁰ ». En fait, la somme de temps et d'effort en fin de compte consacrée à cette question à la fois par les média vietnamiens et kampuchéens semble suggérer une sensibilité plus qu'habituelle. Malgré tout, il n'y a pas eu de démenti formel de l'accusation voulant que les Vietnamiens, en fait, s'assemblaient en grand nombre au Kampuchéa. Plutôt, l'objectif des différentes explications de Phnom Penh et d'Hanoi était de montrer que ces immigrants vietnamiens avaient tous les droits d'agir de la sorte.

Ainsi, dans une explication proposée par Sau Samut, « membre permanent » du « comité révolutionnaire » du parti de la RPK pour la province de Svay Rieng, on lit 1) que, « depuis plusieurs siècles », les « peuples kampuchéen et vietnamien ont sympathisé et se sont aimés », certains d'entre eux, ayant fondé des familles mixtes, avaient longtemps « vécu ensemble » au Kampuchéa; 2) que, conséquemment au régime de Lon Nol (renversé en 1975) ainsi qu'aux machinations des « expansionnistes chinois » et à l'« impérialisme américain », ces attaches familiales communes ont été scindées mais que, 3) avec la « libération » du territoire kampuchéen (soit avec Pol Pot en 1975 ou avec les Vietnamiens en 1979, cela n'a pas été clarifié), il est à nouveau devenu possible de vivre ensemble pour les Kampuchéens et les Vietnamiens. Ainsi, ceux qui étaient partis (vraisemblablement, des gens d'ethnie vietnamienne) « reviennent vivre dans leur maison et dans leur village parce qu'ils appartiennent au peuple kampuchéen »¹¹.

Le 27 septembre 1983, Hanoi a fourni une explication légèrement différente dans un commentaire radiophonique¹². On y disait que, à cause de la longue frontière commune et de l'amitié historique entre les deux peuples, de nombreux Vietnamiens ont longtemps vécu au Kampuchéa – même « qu'avant 1965 il y eut un moment où le nombre de résidents vietnamiens au Kampuchéa s'élevait à plus d'un demi million ». La plupart de ces Vietnamiens étaient des travailleurs envoyés au Kampuchéa par le régime colonial français. Étant des gens « honnêtes et respectueux des lois », non seulement ces colons vietnamiens en étaient venus à être respectés des Kampuchéens, mais ils s'étaient en fin de compte « unis » à eux et ils avaient contribué à l'édification et à la défense de leur patrie kampuchéenne. À l'époque de Pol Pot, toutefois, ces Vietnamiens avaient été opprimés, selon Hanoi, et plusieurs avaient dû fuir vers le Vietnam. Mais « après le renversement de la clique génocide de Pol Pot » en 1979, le gouvernement de la RPK a « autorisé » leur retour au Kampuchéa et leur a permis de reprendre leur vie et leur travail antérieurs. Selon Hanoi, dès le milieu de 1983, « environ 56,000 Vietnamiens » seulement étaient retournés à leurs lieux de résidence antérieurs au Kampuchéa, soit « tout

10. Radio Phnom Penh, service intérieur, 9 août 1983, dans FBIS, 11 août 1983.

11. *Ibid.*

12. Radio Hanoi, service international, 27 septembre 1983, dans FBIS, 28 septembre 1983.

juste 10 % » des Vietnamiens qui avaient précédemment vécu là. Pour faire bonne mesure, Hanoi ajoutait que le gouvernement de la RPK avait également « autorisé » le retour dans cinq provinces et villes kampuchéennes de quelques 61,400 résidents d'origine chinoise, provenant vraisemblablement aussi du Vietnam. Cette référence aux gens d'ethnie chinoise est la plus remarquable eu égard aux allégations de la Chine à l'effet que Hanoi, après la « libération » de Saïgon, ait opprimé les anciens résidents chinois du Sud-Vietnam. On peut rappeler que ce présumé mauvais traitement par les Vietnamiens de l'ethnie chinoise, et son exode subséquent du Sud-Vietnam, se rangeait parmi les causes de la brève leçon « punitive » et de l'attaque du Vietnam par Beijing en 1979.

Les Vietnamiens ont fait ressortir que le gouvernement de Heng Samrin, en ce qui concerne les candidatures vietnamiennes à l'entrée au Kampuchéa, « a appliqué des politiques correctes » basées sur la « souveraineté et l'indépendance du Kampuchéa ». De plus, les traversées de la frontière ont été règlementées par une nouvelle « loi frontalière » signée le 20 juillet 1983 par le Vietnam et la RPK. Toutefois, les dispositions de cette loi n'ont pas été rendues publiques. Dans l'intervalle, toutes les accusations de « vietnamisation » du Kampuchéa ont été perçues par Hanoi simplement comme une « nouvelle campagne de diffamation destinée à tromper l'opinion publique sur la situation kampuchéenne », campagne dirigée par « Beijing, Washington et d'autres forces réactionnaires »¹³.

L'entrée au Kampuchéa de civils vietnamiens, qu'il s'agisse d'anciens habitants ou de nouveaux venus, a également été accompagnée par la tentative d'Hanoi de consolider son emprise militaire sur le pays, particulièrement dans la zone frontalière agitée thaïlando-kampuchéenne. La consolidation militaire vietnamienne a été inspirée par l'agitation croissante le long de cette frontière et par la menace que cela représente pour la sécurité de la présence militaire vietnamienne au Kampuchéa. Depuis 1979, on a vu l'émergence de plus d'une douzaine de campements dans la région frontalière, certains ayant l'apparence de petites villes dotées de plus ou moins de structures permanentes, qu'ils soient situés tout juste à l'intérieur du Kampuchéa ou qu'ils chevauchent la frontière thaïlandaise encore fréquemment mal délimitée. Autant que quatre ou cinq cent mille habitants peuvent vivre dans ces camps à n'importe quel moment. Plusieurs d'entre eux « entrent » et « sortent » des camps, certains pénètrent en Thaïlande (d'où ils sont régulièrement renvoyés ou reconduits), d'autres participent de façon plus ou moins permanente au marché noir florissant et à l'économie frontalière de contrebande, enfin d'autres encore sont recrutés par l'une des unités du mouvement kampuchéen de résistance contre le Vietnam.

Tout d'abord, les ravages causés par le régime Pol Pot, ensuite l'invasion vietnamienne du Kampuchéa et, par intermittence, les dangers de famine, ont contraint des dizaines de milliers de Kampuchéens à fuir vers la Thaïlande. Déjà, en février 1980, le gouvernement de Bangkok, ayant à l'esprit les problèmes de sécurité croissants posés par les Kampuchéens mais aussi par les dizaines de milliers de réfugiés laotiens et vietnamiens, avait fermé sa frontière avec le Kampuchéa. Le

13. *Ibid.*

gouvernement thaïlandais annonçait également que tous les réfugiés kampuchéens devraient ou bien être rapatriés ou encore trouver un « tiers pays » d'asile. Cependant, qu'ils aient été attirés par les occasions de libre circulation qu'offrait l'économie frontalière (devant lesquelles les fonctionnaires de la RPK et du Vietnam fermaient les yeux, pleinement conscients des manques de biens de consommation à l'intérieur même du Kampuchéa), ou conduits par leur répugnance pour la direction vietnamienne, pour la conscription imposée aux jeunes kampuchéens par le régime d'occupation RPK-Vietnam, pour l'afflux de colons vietnamiens ou, encore, pour la relocalisation forcée des paysans kampuchéens dans des coopératives agricoles et des « villages à développer » nouveaux – en fait, quel qu'en soit le motif, le mouvement des Kampuchéens vers la frontière s'est poursuivi¹⁴.

Pour compliquer les choses, s'est développé, à la frontière également, un réseau d'états-majors et d'emplacements militaires qui, mêlé aux camps et fondu en eux, est composé des différentes organisations armées kampuchéennes s'opposant aux Vietnamiens et à la RPK. Le 22 juin 1982, les trois principales organisations kampuchéennes de résistance anti-vietnamienne se sont jointes en un front commun, désigné plus tôt comme le GCKD. La force de 30,000 hommes que représente l'« Armée nationale du Kampuchéa démocratique », encore nommément dirigée par un Pol Pot affaibli au poste de commandant en chef de la guérilla, est la plus grosse unité militaire de la force militaire combinée du GCKD. Mais, en outre, il s'y trouve une armée de 10,000 hommes qui est celle du « Front national de Libération du Kampuchéa » (FNLKP), dirigée par l'ancien Premier ministre cambodgien, Son Sann. Ce dernier occupe aussi maintenant la fonction de Premier ministre de GCKD. Enfin, on dénombre également une force de guérilla de 2,000 hommes désignée comme le Moulinaka (c'est-à-dire, le Mouvement de Libération nationale du Kampuchéa*), fidèle au président officiel du GCKD, le prince Norodom Sihanouk.

Approvisionnées en armes par les Chinois (avec la complicité des fonctionnaires thaïlandais) ou, à une échelle plus réduite, par Singapour et par d'autres sources de l'ANASE, vraisemblablement une base officieuse, ces unités militaires individuelles ont commencé même avant 1982 à enrôler et à entraîner des recrues dans les camps frontaliers. L'établissement du GCKD a accéléré ce processus. Il a également stimulé l'action militaire anti-vietnamienne. Notamment dans le cas des guérilleros de Pol Pot et, à un degré plus limité, dans le cas du FNLKP, ces unités anti-vietnamiennes ont commencé à frapper plus largement et plus profondément à l'intérieur du territoire kampuchéen¹⁵. Dès le milieu de mai 1983, le commandant du Moulinaka, In Tam, a même prétendu que quelques 2,000 guérilleros du GCKD

14. Sur les conditions caractérisant les camps frontaliers kampuchéens, voir, par exemple, William SHAWCROSS, "Southeast Asia's Camps of Misery", dans *World Press Review*, septembre 1983, p. 32s.; *Idem.*, "On the Border: A Cambodian Tragedy", dans *The Boston Globe*, 1^{er} mai 1983; Rod NORDLAND, "Khmer Refugees: "Reaching for Oars", dans *Indochina Issues*, Washington (D.C.), novembre 1982, pp. 1-6.

* En français dans le texte.

15. "Voice of Democratic Kampuchea" (clandestine), 13 mai et 8 décembre 1982, 26 juin 1983, dans FBIS, 20 mai et 9 décembre 1982, 30 juin 1983; *The Straits Times* (Singapour), 4 septembre 1982; *The Bangkok Post*, 5 octobre 1982; *Far Eastern Economic Review*, 8 octobre 1982, p. 14.

contrôlaient désormais des « zones libérées » à l'intérieur du territoire kampuchéen¹⁶. Toutefois, bien avant ce moment, les unités armées de la RSV et de la RPK avaient initié le déclenchement d'une contre-offensive soutenue, contre-offensive qu'avait précédée la construction de nouvelles voies d'accès, de redoutes militaires et d'installations de communications améliorées dans la région frontalière troublée. Le 31 janvier 1983, puis de nouveau le 31 mars 1983, enfin de façon persistante au cours des premières semaines d'avril, des troupes vietnamiennes de quelques 5.000 hommes en plus de centaines de « volontaires du peuple » de la RPK, soutenus par de l'artillerie légère et des blindés, ont attaqué les camps de réfugiés le long de la frontière kampuchéenne. Ces camps ont été brûlés de fond en comble et, par milliers, leurs habitants ont cherché refuge en Thaïlande.

On doit noter que tous les camps qui ont été attaqués étaient d'importantes zones d'entraînement militaire ou de postes de commandement pour la GCKD. Par exemple, le camp Nong Chan constituait une place forte du FNLKP, les camps Phnom Chat et Chamkor Kor abritaient des états-majors régimentaires de l'« Armée nationale », du KD, tandis que le camp O Smach – aussi surnommé « Sihanoukville » – avait constitué une forteresse pour le Moulinaka. Les contre-offensives vietnamiennes ont également accru les tensions avec les Thaïlandais. Les unités vietnamiennes, lors des « poursuites acharnées », ont parfois erré de l'autre côté de la frontière thaïlandaise, tandis que les obus de l'artillerie tombaient fréquemment à l'intérieur du territoire thaïlandais. En retour, Hanoi a continué d'accuser l'aviation militaire thaïlandaise de violations répétées de l'espace aérien kampuchéen¹⁷.

Parmi les tirs de boulets et d'obus et les récriminations verbales thaïlando-vietnamiennes, il devenait manifeste que le Vietnam était préparé à démontrer encore et encore, si cela s'avérait nécessaire, qu'il ne tolérerait pas davantage la présence d'une série de bases de guérilla anti-vietnamienne situées, certes, précisément en territoire kampuchéen, mais retirant une sorte de protection de leur étroite proximité de la frontière thaïlandaise. Un signe additionnel de cette disposition a pu être vu dans l'achèvement de ce que les médias d'Asie du Sud-Est aiment appeler le « mur de Berlin » du Vietnam. Au cours des premières semaines de 1983, l'armée de la RSV et de la RPK ont conçu et complété la construction d'une tranchée d'une largeur de six mètres, d'une longueur de vingt-cinq kilomètres (et s'allongeant), garnie de mines terrestres et de pointes de bambou, tranchée située tout juste à l'intérieur du Kampuchéa près de la frontière thaïlandaise¹⁸. Conçue comme une barrière à la fois contre les personnes et contre les chars (anti-véhicule), la tranchée commence au Kampuchéa, à quelques 12 milles au sud d'Aranyaprathet, important centre frontalier thaïlandais. Elle se dirige vers le nord-est à partir du village kampuchéen de Kop, par la petite ville de Nimit, à travers la « Route no 5 » du Kampuchéa, et elle se poursuit jusqu'au village de Yeang Dangcum et au-delà, à proximité du site de camp Nong Chan que nous avons mentionné plus tôt et qui se trouve désormais détruit en grande partie.

16. Agence France Presse (dépêche), Ta Tum, Cambodge, 16 mai 1983, dans FBIS, 23 mai 1983.

17. *The Bangkok Post*, 1^{er} et 4 février, 1^{er} et 6 avril 1983; *Nation Review* (Bangkok), 4 février et 5 avril 1983.

18. *The Straits Times*, 24 février 1983.

La comparaison de la tranchée avec le mur de Berlin n'est pas tout à fait juste. Ainsi, comme l'a signalé un quotidien de Bangkok, alors que le mur de Berlin est destiné à retenir les Allemands de l'Est à l'intérieur de leur pays, l'objectif de la tranchée vietnamienne n'est pas seulement, ni même principalement, d'avoir un tel effort sur les Kampuchéens. Plutôt il s'agit d'empêcher les Kampuchéens, qui périodiquement se sont réfugiés en Thaïlande afin d'échapper à l'offensive vietnamienne de « nettoyage » frontalier, de retraverser au Kampuchéa et, une fois de retour, de s'engager dans les forces du GCKD, que ce soit dans l'un ou l'autre des camps frontaliers – ce qu'effectivement plusieurs ont fait¹⁹.

Il y a encore d'autres indications de la consolidation par Hanoï de son pouvoir militaire sur ses alliés indochinois. Au cours de l'année dernière, par exemple, les Vietnamiens ont achevé un nouveau réseau routier qui relie les villes clefs et les centres militaires du Nord-Vietnam aux postes de garnison et aux zones militaires tactiques du Laos occidental et du nord-ouest du Kampuchéa. Bien qu'Hanoï ait annoncé à plusieurs reprises au cours des derniers mois le retrait du Kampuchéa de certaines de ses forces, ce qui a présentement lieu, est une rotation des troupes vietnamiennes. Par exemple, au milieu de mai 1983, Prasong Sunsiri, porte-parole du Conseil national de Sécurité thaïlandais, annonçait qu'au moment où la RSV faisait savoir qu'elle retirait quelques 15,000 hommes de ses forces stationnées au Kampuchéa, c'est-à-dire au début de mai, de nouvelles troupes vietnamiennes comprenant environ 13,000 hommes venaient d'être envoyées du Vietnam au Kampuchéa par le sud du Laos²⁰. Selon Sunsiri, la route suivie par les forces vietnamiennes nouvellement arrivées était la route partant de la ville de Xeno, au sud du Laos, dans la province de Champassak. Cette route a récemment été améliorée par les Vietnamiens dans le but de servir en tant qu'importante composante de leur système permanent de rotation des troupes kampuchéennes.

En juin 1983, les Vietnamiens achevaient ce qui en est venu à être connu parmi les observateurs du Sud-Est asiatique comme le « nouveau sentier Hô Chi Minh » d'Hanoi. Ce « sentier » comprend actuellement deux routes, les routes 13 et 23. La première part de la ville de Hue, dans la province vietnamienne de Binh Tri Thien, tandis que la dernière part de la ville de Vinh, dans la province vietnamienne de Nghe Tinh; les deux routes traversent le sud du Laos pour se rendre dans le nord-ouest du Kampuchéa²¹. Au milieu d'août 1983, les Vietnamiens achevaient la construction de ce qui a été désigné comme la « Route no 9 ». Celle-ci relie la ville côtière vietnamienne de Dong Hoi et prend fin dans la ville frontalière de Savannakhet, au Laos occidental, le long de la rivière Mekong, juste en face de la ville thaïlandaise de Mukdahan. Des sources thaïlandaises prétendent que des troupes vietnamiennes d'environ 12,000 hommes sont stationnées dans la région de Savannakhet, avec plusieurs « conseillers soviétiques, polonais, cubains et tchécoslovaques²² ». La circulation militaire vietnamienne le long de ces systèmes routiers serait lourde et continue. Cela s'expliquerait parce qu'Hanoi aide, de concert avec

19. *The Nation Review*, 1^{er} juin 1983.

20. *Ibid.*, 17 mai 1983.

21. *The Bangkok Post*, 23 juin 1983.

22. *The Nation Review*, 17 août 1983.

des conseillers est-européens, à la modernisation de l'Armée laotienne, qui compte 46,000 hommes et dont les officiers sont en grande partie vietnamiens, tout en entraînant et en équipant la propre nouvelle armée de la RPK, forte à l'heure actuelle de seulement 20,000 hommes mais destinée à devenir une « milice d'autodéfense » de 100,000 hommes. Des sources du GCKD prétendent que le développement de l'infrastructure logistique concrétisant la présence vietnamienne au Kampuchéa, dont relève le « nouveau sentier Hô Chi Minh », s'accompagne également par la quasi militarisation des colons vietnamiens déjà mentionnés qui, actuellement, pénètrent au Kampuchéa pour s'y installer. Ces sources du GCKD affirment que les nouveaux immigrants vietnamiens ont été intégrés à des unités armées dans leur village respectif. À l'intérieur de chaque groupe de 10 ou 12 nouvelles familles immigrantes vietnamiennes, plusieurs sont équipées d'AK-47 et d'autres fusils d'assaut, aussi bien que de mitrailleuses légères RPD²³. Par conséquent, les familles immigrantes deviennent de petites enclaves militaires, intégrées aux forces régulières vietnamiennes, opérant dans des régions importantes sur le plan stratégique, soit au nord-ouest du Kampuchéa, dans une région frontalière agitée.

Jusqu'à maintenant, trop peu de choses sont connues à propos de certains autres aspects de la consolidation de l'influence vietnamienne au Kampuchéa, à l'heure actuelle, pour en produire une représentation complète. Les restrictions sur les déplacements des observateurs indépendants au Kampuchéa, combinées à la répugnance évidente des autorités du Vietnam et de la RPK à révéler trop d'éléments de leurs politiques, contraignent à une confiance induite envers des sources d'information hostiles, tel le GCKD. Cependant, il semble y avoir peu de doute quant à l'extension régulière de la propagation de l'enseignement de la langue vietnamienne dans les écoles kampuchéennes, un processus davantage encouragé par les offres de formation supérieure au Vietnam même. Il n'y a pas non plus beaucoup de doute quant à la propagation de la langue, de l'histoire et de l'idéologie politiques vietnamiennes par le programme de formation de la « milice d'autodéfense » de la RPK. L'adaptation des programmes de formation du parti et de la bureaucratie gouvernementale à ceux du Vietnam se poursuit rapidement, puisque le Kampuchéa est dépendant en matière de formation professionnelle très avancée (telle que la médecine) et de formation directoriale (pour assurer le fonctionnement des coopératives agricoles). Les offres de bourses d'études et d'assistance technique aux Kampuchéens, même celles qui proviennent des pays de l'Europe de l'Est incluant l'URSS, sont soigneusement tamisées par les fonctionnaires vietnamiens. Selon le Premier ministre du GCKD, Son Sann, le développement de l'influence du Vietnam sur la nouvelle société kampuchéenne, c'est-à-dire sur la société postérieure au régime de Pol Pot, demeure décisive: 1) en août 1983 seulement, quelques 1,000 nouveaux fonctionnaires vietnamiens arrivaient au Kampuchéa, 2) la relation de « province soeur » entre les deux pays crée des liens continus sur les plans administratif, technique, et partisan-idéologique, enfin 3) les Vietnamiens recruteraient actuellement des jeunes kampuchéens pour leur faire subir un entraînement en espionnage, au Vietnam, avant de les assigner à la cueillette d'informations à

23. *The Bangkok Post*, 30 septembre 1983.

propos du mouvement gênant de résistance anti-vietnamien le long de la frontière thaïlando-kampuchéenne²⁴.

Pour le moment, Hanoi semble non seulement tout à fait disposé, dans le processus de consolidation de son pouvoir militaire au Kampuchéa, à utiliser l'assistance considérable du bloc soviétique, mais son isolement diplomatique l'y force même. L'aide soviétique directe à la RPK s'élevait à environ 95 millions de dollars américains en 1981, se chiffrant aux alentours de 65 millions de dollars en 1982, tandis qu'au cours de la même période la République démocratique allemande fournissait quelques 20 millions de dollars pour l'achat d'équipements en matière de transport et de soins de santé, ainsi que d'équipement pour le traitement du caoutchouc²⁵. *Inter alia*, on peut observer que, selon des estimations australiennes et américaines dignes de foi, les Soviétiques ont fourni, depuis 1976 et la consolidation du pouvoir communiste à travers les trois pays indochinois, environ 5 milliards de dollars en aide économique à ces pays; et, depuis 1979 seulement, l'assistance militaire soviétique (dont la presque totalité va au Vietnam, ou est envoyée au Laos et au Kampuchéa avec l'approbation du Vietnam) s'est élevée à plus de 2 milliards de dollars²⁶.

Des sources thaïlandaises prétendent qu'à la fois l'URSS et Cuba, sous l'oeil vigilant des Vietnamiens, jouent un rôle majeur en tant que conseillers techniques dans le développement de la milice de 100,000 hommes dont on projette de doter la RPK mais que, actuellement, le recrutement et la sélection militaires des jeunes Kampuchéens sont assurés par les Vietnamiens. Il y a un quiproquo manifeste: les opérations navales soviétiques, incluant la reconnaissance navale aérienne d'installations portuaires et de pistes d'atterrissage vietnamiennes comme celles de la baie de Cam Ranh, ou de port kampuchéen de Kompong Som, ont été trop bien couvertes pour qu'il soit nécessaire d'élaborer ici à leur sujet. Mais le Kampuchéa lui-même se trouve également affecté. Par exemple, selon un rapport des services de renseignements militaires thaïlandais (septembre 1983), l'armée vietnamienne, sous supervision soviétique, construisait un vaste aérodrome à Phum Ta Mung, soit environ à douze milles à l'est de Kompong Som²⁷. Le nouvel aérodrome semble destiné à l'usage soviétique. Il appuiera probablement les sorties de reconnaissance, au-dessus de la mer de Chine méridionale et du golfe de Thaïlande, actuellement assurées par l'aviation anti-sous-marine de l'Ours soviétique (les 95-D et les 95-F) qui, pour cela, a présentement recours aux pistes d'atterrissage côtières sud-vietnamiennes.

En mars 1982, le cinquième Congrès du Parti communiste vietnamien prenait note que la planification antérieure n'avait rien fait pour renverser un déclin économique désastreux: par exemple, le revenu per capita en RSV tombait de 241 dollars américains en 1976 à 153 dollars en 1981, tandis que le taux de croissance

24. Radio Bangkok, "Voice of Free Asia", 10 septembre 1983, dans FBIS, 13 septembre 1983.

25. *Asia Yearbook 1983*, *Far Eastern Economic Review*, Hong-Kong, 1983, p. 130.

26. *The Age* (Melbourne), 14 juin 1983.

27. *Matuphum* (Bangkok), 23 septembre 1983, dans FBIS, 29 septembre 1983. Au sujet de l'assistance soviétique et cubaine au développement de l'armée de la RPK, voir *The Nation Review*, 23 septembre 1983.

du PNB chutait de 9 % à 2 % durant la même période. Le Congrès réaffirmait les politiques économiques de libéralisation introduites en 1979-1980 et encourageait de manière significative la production, la commercialisation et les échanges intérieurs, en fournissant de nouvelles primes avantageuses aux agriculteurs et aux ouvriers, en même temps qu'une plus grande autonomie financière aux administrateurs des coopératives et des entreprises étatiques²⁸. Le corollaire s'est produit au Kampuchéa, où le régime de Heng Samrin paraît bénéficier d'une plus grande latitude en s'accrochant à « une approche de l'économie caractérisée plutôt par le laissez-faire*, tolérant et s'engageant parfois dans des entreprises à risques partagés avec un secteur privé florissant²⁹ ». De fait, le contre-coup partisan et idéologique ultime qui, en 1983, faisait irruption au Vietnam en opposition à la corruption et aux excès de la période de libéralisation n'a eu jusqu'ici que des effets minimaux au Kampuchéa. Au Vietnam, le marché noir rampant, la spéculation sur la monnaie et le commerce prétendument illégal ont suscité une vague de dénonciations officiels du « relâchement et du droitisme »³⁰.

Les raisons pour lesquelles les Kampuchéens, jusqu'à ce moment, ont été confrontés à peu d'opprobre partisane vietnamienne de ce type proviennent, selon toute vraisemblance, de la nécessité primordiale de ne pas entraver le redressement de leur économie, tellement celle-ci est encore bouleversée et désorganisée. Il n'y a aucun doute qu'un autre facteur est la puissante attraction qu'exerce le développement spontané de l'économie frontalière thaïlando-kampuchéenne. Les cadres et les fonctionnaires de la RSV et de la RPK réalisent que, dans le contexte de manques graves et persistants des produits de base et des biens de consommation les plus nécessaires, il serait peu avantageux de prêcher contre les dangers du capitalisme au Kampuchéa. Cela se révèle particulièrement vrai lorsqu'une économie de marché noir et de contrebande prospère à la frontière, qui opère dans une certaine mesure avec le consentement tacite – sinon avec la complicité – des fonctionnaires de la RPK et du Vietnam eux-mêmes, se trouve à la portée de dizaines de milliers de Kampuchéens occidentaux.

Il y a encore une autre bonne raison qui explique pourquoi Hanoi, même en cherchant à maintenir et à renforcer son emprise sur son allié kampuchéen, peut juger le moment inopportun pour imposer une attitude politique trop rigide doctrinaire en matière idéologique ou économique. Cette raison est que le ressentiment nationaliste kampuchéen face à la présence militaire et politique des Vietnamiens, nourri par l'histoire d'un antagonisme de plusieurs siècles entre les deux peuples, devient chaque jour manifestement plus évident. À un moment où la production alimentaire kampuchéenne connaît encore de considérables déficits, il y a des indices à l'effet que « de plus en plus de nourriture cambodgienne est

28. Carlyle A. THAYER, "Socialist Vietnam", dans *Current Affairs Bulletin*, University of Sydney (Australie), mars 1983, p. 9; *Far Eastern Economic Review*, 26 mai 1983, p. 97.

* En français dans le texte.

29. *Asia Yearbook 1983*, op. cit., p. 130.

30. *Nhan Da* (Hanoï), 27 juin 1983; *Quan Doi Nhan Dan* (Hanoï), 23 juillet 1983, dans FBIS, 29 juillet 1983; Reuter (dépêche de Michael Fathers), Hô Chi Minh-Ville, dans *The Sarawak Tribune* (Kuching), 5 août 1982; *Far Eastern Economic Review*, 6 octobre 1983, p. 48.

détournée pour nourrir les Vietnamiens » au Kampuchéa³¹. L'armée vietnamienne avait récemment été prise à piller les agriculteurs locaux et à extorquer de l'argent. Cet incident a conduit non seulement à des échauffourées et à l'explosion d'une bombe qui a tué plusieurs militaires vietnamiens, mais il a en fin de compte inspiré la défection de plusieurs troupes de la RPK de Heng Samrin au profit du GCKD³².

En juin 1983 et durant les mois subséquents les Vietnamiens auraient procédé à des « arrestations en série » de militaires de la RPK, d'employés civils et de chefs de village, particulièrement au nord du Kampuchéa dans les provinces de Oddar Meanchey, Siem Reap et Battambang. Les gens ainsi arrêtés étaient soupçonnés d'être des partisans des organisations anti-vietnamiennes du FNLKP et du Moulinaka. Les manifestations kampuchéennes de protestation contre les arrestations ont été suivies par les nouvelles vagues de quelques 7,000 Kampuchéens en fuite vers les établissements frontaliers thaïlandais. Parmi les gens arrêtés par les Vietnamiens, et qui occupaient des postes importants dans l'administration de la RPK, il y aurait eu le gouverneur de la province de Siem Reap, son adjoint, ainsi que des fonctionnaires supérieurs du parti et de l'armée³³. Au milieu de juin 1983, des sources de l'armée thaïlandaise rapportaient que les forces vietnamiennes au Kampuchéa avaient désarmé toute la 286^{ème} division de l'armée de la RPK basée en Oddar Meanchey et avaient arrêté son commandant et ses officiers de grade supérieur. Selon les mêmes sources militaires thaïlandaises, plusieurs troupes de cette division, après avoir été désarmées, ont rejoint les forces de résistance anti-vietnamienne du GCKD³⁴.

Évidemment, la consolidation du pouvoir vietnamien au Kampuchéa a ses limites. C'est une chose d'établir dans les écoles kampuchéennes l'enseignement obligatoire de la langue vietnamienne, ou même de reléguer le « Parti révolutionnaire du Peuple » à un rôle à peine plus important que celui d'auxiliaire de la structure dirigeante du Parti communiste vietnamien dans le gouvernement actuel du Kampuchéa. C'est une toute autre chose de « vietnamiser » la fierté ethnique, les loyautés politiques ou le comportement économique kampuchéens.

Enfin, il est nécessaire d'accorder brièvement de l'attention à la sphère diplomatique, c'est-à-dire à la campagne continue de Hanoi en vue de légitimer son contrôle sur le Kampuchéa en le faisant accepter par la communauté internationale. Ici également, les Vietnamiens sont prêts à faire un long chemin. Depuis 1979, année après année, l'Assemblée générale et les autres institutions spécialisées des Nations Unies ont adopté des résolutions, réclamant le retrait des forces vietnamiennes du Kampuchéa, ainsi que le respect du droit des Kampuchéens de déterminer leur propre destinée politique. Par exemple, l'Assemblée générale des Nations Unies réitérait cette position le 28 octobre 1982, le résultat du vote révélant une approbation plus majoritaire que jamais pour une telle résolution (105 pour, 23

31. *The New York Times*, 3 avril 1983.

32. *Matuphum* (Bangkok), 23 septembre 1983, dans FBIS, 29 septembre 1983.

33. À propos des arrestations, voir *The Bangkok Post*, 3 et 6 août 1983; *The Nation Review*, 20 juillet 1983; Agence France Presse (dépeches), Bangkok, 3 août 1983 et Phnom Penh, 5 août 1983, dans FBIS, 3 et 8 août 1983.

34. *The Bangkok Post*, 17 juin 1983.

contre et 20 abstentions). Ce vote a souligné l'isolement relatif, sur la scène internationale, de la RSV et du bloc soviétique quant à la question kampuchéenne. Néanmoins, en dépit de l'activité diplomatique tenace des membres de l'ANASE (Association des Nations de l'Asie du Sud-Est), et du cortège apparemment sans fin de propositions de compromis, de contre-propositions, de nouvelles déclarations de politique ainsi que de nuances dans l'interprétation du problème kampuchéen, qui a circulé au cours des trois dernières années particulièrement entre Hanoï et l'ANASE³⁵, il est très évident que le Vietnam a l'intention de poursuivre indéfiniment sa mainmise actuelle à la fois sur le Laos et, ainsi, de donner plus de substance au vieux rêve d'Hô Chi Minh d'une « Fédération indochinoise ». Pour ce faire, Hanoï a maintenu certaines positions politiques sur la scène internationale, lesquelles semblent destinées à poursuivre une présence militaire vietnamienne au Kampuchéa et à renvoyer à un futur indéfini tout compromis réel à propos du statut présentement subordonné de la RPK, sans compter permettre aux Kampuchéens de jouer un coup quelconque qui soit significatif d'auto-détermination politique. Ces positions politiques vietnamiennes peuvent être résumées comme suit :

1 – *La Chine populaire constitue le véritable danger pour le Vietnam et il ne peut être question de retrait militaire vietnamien du Kampuchéa avant que ce danger n'ait été éliminé.* Toutefois, pour ce qui est de la manière exacte dont Hanoï compte s'y prendre pour lever la « menace chinoise » qui pèse sur l'existence de la RSV ou, même, sur celle de tous les États indochinois, les Vietnamiens se sont montrés plutôt vagues. On a quelquefois parlé de la nécessité d'un pacte sino-vietnamien de non-agression, complet et détaillé, pour apaiser les craintes d'Hanoï. En ce cas, cependant, il semble important de régler d'abord différentes controverses frontalières entre la Chine et la RSV, ce qui inclut le règlement de la question de la souveraineté sur le golfe du Tonkin et sur certains groupes d'îles d'importance stratégique dans la mer de Chine méridionale. Et, encore une fois, le problème de la « menace » semble impliquer le paiement d'une compensation pour le prétendu mauvais traitement infligé par le gouvernement de la RSV aux résidents d'ethnie chinoise qui, en 1978 et 1979, ont fui le Sud-Vietnam pour la Chine³⁶. Évidemment, « la menace chinoise » – considérée aussi à la lumière de la présente dans le dossier de Beijing de l'invasion punitive du Nord-Vietnam en février 1979 – est devenue pour Hanoï une commode formule fourre-tout pour justifier la nécessité de maintenir son établissement militaro-politique au Kampuchéa. Ce qui est plus important, c'est qu'en agissant de la sorte Hanoï mise sur les vieilles craintes, présentes particulière-

35. Voir Justus M. van der KROEF, "Kampuchea: The Diplomatic Labyrinth", dans *Asian Survey*, octobre 1982, pp. 1009-1033.

36. Au sujet de ces conflits sino-vietnamiens, voir par exemple Ramesh THAKUR, "Coexistence to Conflict: Hanoï-Moscow-Peking Relations and the China-Vietnam War", dans *Australian Outlook*, avril 1980, p. 68. En juillet 1983, à l'occasion de la visite à Hanoï du ministre australien des Affaires étrangères, Bill Hayden, le ministre des Affaires étrangères de la RSV, Nguyen Co Thach, explicitait encore davantage le concept gouvernemental de « menace chinoise ». Selon lui, cela incluait, entre autres, la menace de la Chine « nous donnant une seconde leçon » (i.e., la menace d'une autre invasion punitive), la concentration de forces chinoises à la frontière de la RSV, l'entraînement par les Chinois d'« éléments subversifs du Laos et du Vietnam », un blocus économique du Vietnam, l'« utilisation chinoise de territoire thaïlandais » pour mener des actions contre le peuple cambodgien, et ainsi de suite. *The Straits Times*, 8 juillet 1983.

ment en Indonésie, en Malaysia et à Singapour, des implications stratégiques qu'aurait, sur toute la région sud-est asiatique, une Chine populaire moderne, pragmatique, se développant rapidement en suivant la ligne de Deng Xiaoping. Lors de leur récente conférence, tenue à Phnom Penh les 19 et 20 juillet 1983, les ministres des Affaires étrangères des trois États indochinois ont exploité avec circonspection le thème de cette « menace chinoise » plus globale. Dans leur communiqué, les ministres indochinois ont non seulement relevé la demande chinoise prétendument « tyrannique » voulant que le Vietnam retire du Kampuchéa son « armée de volontaires », même alors que la Chine elle-même « continue de prendre le droit de poser des gestes politiques, économiques et militaires en toute liberté contre l'indépendance et la sécurité des trois pays d'Indochine ». Ils notaient également que « ces intrigues chinoises » étaient la « cause fondamentale de la tension et de l'instabilité *en Asie du Sud-Est* », ajoutant que les gouvernements à la fois de la RPK et de la RSV avaient déclaré « explicitement » que les forces vietnamiennes seraient retirées du Kampuchéa « après que la Chine ait mis fin à sa menace »³⁷.

Pour sa part, Beijing rejette non seulement avec mépris la perception qu'a Hanoï d'une « menace chinoise », mais attribue la cause des tensions sino-vietnamiennes au désir de la RSV de participer aux projets soviétiques d'« hégémonie ». Selon les Chinois, Hanoï s'est prêté de plein gré à jouer le rôle d'un « poste avancé » des Russes en Asie. De plus, c'était vraiment les Soviétiques qui, au nom des Vietnamiens, ont proposé aux Kampuchéens (vraisemblablement au KD de Pol Pot) la formation d'une « Fédération indochinoise », laquelle favoriserait les desseins de Moscou. Lorsque les Kampuchéens ont rejeté cette idée, Hanoï, appuyé par les Soviétiques, a commencé sa campagne pour soumettre le Kampuchéa³⁸.

Il est évident que, dès que l'on projette le conflit kampuchéen essentiellement en termes d'une telle rivalité entre les intérêts des superpuissances, ni la RSV, ni des antagonistes aussi importants pour le problème kampuchéen que l'est la Chine populaire, ne sont susceptibles d'en faire progresser la solution.

2. – *Selon Hanoï, il n'y a vraiment pas de « problème kampuchéen ».* La création de la RPK en 1979 et la présence militaire du Vietnam dans ce pays à l'heure actuelle reflèteraient les vœux populaires kampuchéens. Le renversement du régime du KD, du point de vue vietnamien, a résulté d'une « guerre civile » laquelle, pour sa part, avait été suscitée par l'holocauste sanglant des politiques de Pol Pot. L'établissement de la RPK en tant que résultat de la « guerre civile », selon ce qu'a prétendu Hanoï, a reflété les véritables vœux kampuchéens et, par conséquent, est « irréversible ». L'appel adressé par le régime de Heng Samrin au Vietnam – en vue d'obtenir, au profit du nouveau gouvernement de Phnom Penh, de l'assistance militaire et de l'aide dans d'autres domaines – ne concerne, équitablement, personne sinon la RPK et la RSV. Toute tentative pour s'ingérer dans ce déroulement des événements constitue non seulement une violation des droits de la RPK à la

37. SPK (dépêche), Phnom Penh, 20 juillet 1983, dans FBIS, 21 juillet 1983. C'est nous qui soulignons.

38. *On Vietnam's Expulsion of Chinese Residents*, Beijing, Éditions en Langues étrangères, 1978, pp. 164-168.

souveraineté mais, par voie de conséquence, ne peut qu'être interprétée comme une tentative de restaurer l'odieux gouvernement du KD de Pol Pot. À vrai dire, l'intégration du KD et de ses dirigeants dans le GCKD montre les vraies couleurs de ce « contre-gouvernement ». Dans la mesure où les autres puissances aident le GCKD, elles interfèrent illégalement dans les affaires intérieures du Kampuchéa³⁹.

Donc, dans cette perspective, la RPK est là pour rester comme le démontre également sa reconnaissance diplomatique par plus de deux douzaines de pays. En outre, le 18 février 1979, le traité d'« amitié et de coopération » conclu entre la RPK et la RSV fournit à Heng Samrin une justification convenable, du point de vue du droit international, pour demander l'assistance vietnamienne dans la lutte contre la subversion soutenue par l'étranger. Puisque, dans l'intervalle, Hanoï n'a fait montre d'aucun indice à l'effet que le Vietnam serait disposé à tenir compte des demandes faites par les Nations Unies, ou par des groupes d'intérêts particuliers comme l'ANASE, pour que les Kampuchéens puissent, sous supervision, exprimer de façon impartiale leur auto-détermination, la valeur pratique de l'idée d'une éventuelle « troisième alternative » au régime kampuchéen (*i.e.* un régime qui ne soit ni celui de Heng Samrin, ni celui de Pol Pot) a commencé à diminuer. Une opinion courante dans certains milieux dirigeants de l'ANASE évoque la possibilité d'une « finlandisation » future du régime kampuchéen. Cela assurerait à Hanoï des avantages particuliers du point de vue de sa sécurité au Kampuchéa, en retour d'un retrait des forces vietnamiennes, tout en accordant au Kampuchéa un plus grand degré d'autonomie en matière de politique et d'économie internes⁴⁰.

Toutefois, pour le moment, il n'y a aucun indice laissant penser que les Vietnamiens prêtent une quelconque nécessité même à l'acceptation de ce type de concession. Quand bien même Hanoï agirait de la sorte, le Vietnam pourrait alléger l'isolement diplomatique dans lequel il se trouve présentement et s'accorder à lui-même un accès plus large aux crédits de développement, dont il a tant besoin et aux marchés financiers internationaux. À l'heure actuelle, le fait que l'Assemblée générale des Nations Unies refuse à la RPK le droit de siéger en tant que gouvernement légitime du Kampuchéa est le seul « problème kampuchéen » que Hanoï est disposé à considérer.

3 – *Quel que puisse être le « problème kampuchéen » perçu comme existant par l'ANASE ou par d'autres nations, il devrait être résolu au niveau d'une conférence régionale limitée et non par un forum international élargi.* En juillet 1981, une Conférence internationale spéciale sur le Kampuchéa (CIK), à laquelle assistaient les représentants de 93 pays réunis à New York sous les auspices des Nations Unies, réclamait à nouveau un retrait vietnamien du Kampuchéa et adoptait une formule d'expression de l'auto-détermination des Kampuchéens suite à ce retrait. Au cours de la CIK, le fossé entre l'ANASE et la Chine populaire a fait surface à propos de

39. Pour une description succincte de la position vietnamienne, voir Pao-min CHANG, "Beijing versus Hanoi: The Diplomacy over Kampuchea", dans *Asian Survey*, mai 1983, p. 607 s.

40. Les conversations de l'auteur avec des représentants de l'ANASE et des ministères des Affaires étrangères à Kuala Lumpur, Djakarta, Bangkok et Manille, juin 1983.

l'avenir du Kampuchéa⁴¹. Mais la CIK a été couronnée de succès, comme moyen de maintenir « internationalisée » la question kampuchéenne, puisque diverses résolutions sur le Kampuchéa parrainées par l'ANASE étaient introduites à l'Assemblée générale. Cela signifiait que la conscience publique de la communauté mondiale était sensibilisée à ce problème, ce qui constituait un moyen de continuer les pressions sur Hanoï.

Toutefois, la RSV, particulièrement à partir de 1981, s'est chargée non seulement de classer le Kampuchéa comme étant en fait un « non problème » (voir la section 2) mais, dans la mesure où ses voisins sud-est asiatiques ou d'autres pouvaient s'y intéresser, elle s'est chargée de placer le Kampuchéa dans le contexte des politiques régionales sud-est asiatiques, plutôt qu'internationales. Comprenant que leur tactique « internationale » avait peu ou pas d'effet sur Hanoï, ou sur ses partisans soviétiques et est-européens, quelques nations de l'ANASE, toujours attentives au fait qu'un Vietnam fort et indépendant pourrait être un contrepoids utile, dans une stratégie régionale, face à une future Chine populaire modernisée, ont semblé récemment s'ouvrir à l'approche « régionale » de Hanoï.

En mars 1983, par exemple, lors du septième « Sommet » de la Conférence des pays non-alignés qui se tenait à New-Delhi, il est d'abord apparu qu'une entente avait été recherchée, par l'intermédiaire du ministre des Affaires étrangères de Malaysia, Tan Sri Ghazali Shafie, entre l'ANASE et le ministre des Affaires étrangères de la RSV, Nguyen Co Thach, sur ce qui allait être connu comme la « formule cinq plus deux ». L'expression réfère à la tenue de discussions à propos de la question kampuchéenne entre *seulement* cinq États de l'ANASE (Malaysia, Singapour, Thaïlande et Philippines) et deux États indochinois, le Vietnam et le Laos⁴². L'une ou l'autre faction gouvernementale kampuchéenne – que ce soit le GCKD ou la RPK – en serait exclue spécifiquement. Aussi, pas plus l'ANASE que la RSV ne ferait face à l'embarras ou à la complication légale que susciterait l'obligation de s'asseoir à la même table qu'un gouvernement kampuchéen dont la légitimité serait niée. Toutefois, au cours même de la rencontre de New Delhi, le semblant d'accord Shafie-Thach s'est désintégré. Cela serait attribuable aux fortes objections de l'associé KD (conduit par Pol Pot et Khieu Sampan et énergiquement soutenu par la Chine) dans l'alliance que constitue le GCKD, objection qui, en retour, a suggéré des réserves dans d'autres capitales de l'ANASE, notamment à Bangkok.

L'ANASE n'ignore pas qu'il est très important de maintenir une apparence formelle d'unité au sein de l'alliance chancelante qu'est le GCKD. Et, à l'intérieur du GCKD, il y a le KD qui, avec des troupes de 30,000 hommes et un soutien inflexible de la Chine, demeure la cheville ouvrière indispensable. D'autres membres de l'ANASE, notamment l'Indonésie, se sont publiquement rapprochés du point de vue fréquemment réitéré par Hanoï voulant que le « problème kampuchéen » dans sa

41. *The Straits Times*, 17 et 18 juillet 1981; *New Nation* (Singapour), 14 juillet 1981; *The New York Times*, 18 juillet 1981.

42. Agence France Presse (dépêche), New Delhi, 6 et 11 mars 1983, dans FBIS, 8 et 15 mars 1983; Radio Kuala Lumpur, 14 mars 1983, dans FBIS, 16 mars 1983.

totalité soit essentiellement une dispute entre la Chine populaire et la RSV⁴³. Nul besoin de dire qu'un tel concept favoriserait la possibilité d'un rapprochement régional plus direct, à propos du problème kampuchéen, entre Hanoï et l'ANASE.

Néanmoins, formellement, l'ANASE tente encore de maintenir un front uni face à Hanoï et à la mise en oeuvre des résolutions des Nations Unies. Aussi, vers la fin de septembre 1983, à la veille de nouvelles délibérations sur le Kampuchéa au sein de l'Assemblée générale des Nations Unies, Hanoï aurait lancé une « offensive diplomatique de dernière minute » pour renouer les discussions bilatérales directes entre l'ANASE et la RSV. L'ANASE, toutefois, a rejeté cette ouverture de dernière minute en soutenant que « le conflit kampuchéen est un conflit international » qui peut « être résolu seulement dans une arène internationale⁴⁴. Les nouvelles suggestions de l'ANASE voulant que les forces vietnamiennes se retirent à trente kilomètres de la zone de tension à la frontière thaïlando-kampuchéenne et que soit formé un nouveau gouvernement de « réconciliation nationale » pour le Kampuchéa, à leur tour, ont été rejetées par Hanoï en tant qu'ingérences flagrantes dans l'ère d'application de la souveraineté kampuchéenne⁴⁵. L'impasse où en sont arrivés, d'une part, la RSV ainsi que ses alliés indochinois et est-européens et, d'autre part, la plupart des autres pays formant la communauté internationale, semble susceptible de se poursuivre. On ne peut qu'avoir l'impression que le Vietnam veut cet état de choses. Ainsi, Hanoï est tout simplement prêt à épuiser la patience, l'énergie et l'intérêt de ses opposants pour l'imbroglio kampuchéen, exactement comme il a épuisé ses opposants français et américains sur les champs de bataille des années passées.

Donc le Vietnam, au moment où il continue de renforcer sa mainmise politico-militaire sur son allié qu'est la RPK, trouve toujours avantageux de dépeindre la question kampuchéenne, dans l'arène diplomatique, comme a) un problème de confrontation entre superpuissances, problème dont il peut être dangereux de se mêler, et b) comme une affaire relevant de la souveraineté interne du Kampuchéa, affaire dont les éventuelles implications inquiétantes devraient au plus intéresser ses voisins sud-est asiatiques immédiats, comme l'ANASE, mais certainement pas les Nations Unies et le reste du monde. Cette technique de simultanéité, qui peut être désignée comme technique « maximisante-minimisante », a d'un coup pour effet d'empêcher les autres puissances d'accélérer le règlement parce que les rivalités éventuelles des superpuissances sont impliquées et, en même temps, d'encourager la recherche à plus petite échelle et de façon plus modeste d'un *modus vivendi* entre les

43. Le 22 juin 1983, le ministre des Affaires étrangères de l'Indonésie, Mochtar Kusumaatmadja, affirmait au cours d'une réunion d'information du parlement indonésien qu'« en principe le problème kampuchéen est un conflit entre le Vietnam et la RPC (République populaire de Chine), Radio Djakarta, 22 juin 1983, dans FBIS, 23 juin 1983. Cette position est conforme aux idées exprimées au cours d'une interview de l'Agence France Presse le 25 février 1983, à Hanoï, par le ministre des Affaires étrangères de la RSV, Nguyen Co Thach, voulant que, en ce qui concerne le Kampuchéa, « Nous avons toujours dit qu'il ne s'agissait pas d'un problème entre le Camodge et la Thaïlande, mais plutôt entre l'Indochine et la Chine », Agence France Presse (dépêche), Hanoï, 25 février 1983, dans FBIS, 28 février 1983.

44. *The Bangkok Post*, 30 septembre 1983.

45. SPK (dépêche), Phnom Penh, 5 octobre 1983, dans FBIS, 6 octobre 1983, et *The Straits Times*, 29 juin 1983.

voisins d'Indochine, lesquels sont, après tout, les plus directement impliqués dans l'essor de leur région. De toutes façons, la question du changement de régime opéré au Kampuchéa en 1978-1979, par l'intervention vietnamienne se trouve repoussée encore et encore dans l'arrière-plan, cela jusqu'à ce qu'il soit traité *de jure* et *de facto* comme un fait accompli*. Reste encore à voir si cette combinaison de tactiques vietnamiennes se montrera en fin de compte efficace, en particulier face au nationalisme kampuchéen lui-même, ce qui inclue le nationalisme chez les communistes kampuchéens anti-Pol Pot. [Traduit de l'anglais]

* En français dans le texte.